

Abidjan : quand les « petits » deviennent des pauvres

LES « petits »

Lorsqu'en 1976, j'enquêtais dans les milieux populaires abidjanais, les Ivoiriens et les Ivoiriennes, appartenant à diverses fractions sociales, se disaient « petits ». Et ce terme, bien que recouvrant des situations différentes — ces fractions capitalisaient des ressources économiques, sociales et culturelles inégales — exprimait, face aux puissants de la classe politique, une sorte d'unité dans la situation de dominés, quels que soient les degrés de fortune. Mais aucun de ces « petits » n'aurait accepté de se considérer comme pauvre et d'être traité comme tel : de fait, les plus démunis participaient aux événements et aux rituels sociaux rassemblant ces fractions. Ces derniers se distinguaient également de la pauvreté — au sens social abidjanais du terme — parce qu'ils ne s'épuisaient pas totalement à survivre mais nourrissaient toutes sortes de projets d'entreprises et y croyaient assez pour tenter de les lancer et tirer quelques fonds de relations plus fortunées. Cette intensité et cette multiplicité des projets, cette croyance aux possibilités d'élévation sociale, propres aux hommes comme aux femmes, donnaient d'ailleurs à la ville, une tonalité dynamique masquant les périls structurels de l'économie ivoirienne.

Or, depuis plusieurs années, ces fractions citadines ivoiriennes gravement paupérisées par la « crise », subissent un déclassement général qui atteint tout particulièrement les couches les plus jeunes de cette population. Je tenterai, ici, de montrer brièvement comment sont franchis les seuils de la pauvreté et quelles prévisions peuvent être associées à ce glissement social vers des positions de misère (1).

(1) Les enquêtes conduites à Abidjan, entre 1978 et 1987, portent sur les milieux populaires et sur les classes moyennes. Nous avons effectué deux sondages, l'un en 1979, l'autre en 1985, sur les mêmes lieux de résidence dans cinq quartiers d'Abidjan. En plus, nous avons couramment utilisé, pendant la même période, des méthodes ethnographiques pour observer ces milieux : présence prolongée sur le terrain, établissement de relations personnelles avec des « informateurs » (relations entretenues depuis plus de dix ans), notation systématique des événements de la vie quotidienne, enregistrement d'entretiens et d'histoire de vie. C'est à partir de ces éléments que nous traitons de la « pauvreté » à Abidjan, plus exactement des conditions du passage à la pauvreté entre 1978 et 1987. Le « nous » est employé parce que, aussi bien le travail de terrain que l'élaboration et l'interprétation des données, correspondent à un travail commun de Marc Le Pape (CNRS) et de moi-même. Les enquêtes sur ces deux cents ménages ont été présentées dans un rapport ronéoté : C. Vidal et M. Le Pape, *Pratiques de crise et conditions sociales à Abidjan*, Abidjan, Centre ORSTOM de Petit-Bassam, 1986, 120 p.

La « crise »

A partir de l'année 1980, on observe une baisse continue (jusqu'en 1984, dernière année pour laquelle nous connaissons des données globales) des emplois salariés dans ce que les économistes nomment « les entreprises du secteur moderne ». En outre, les programmes de « redressement » adoptés, après négociations avec le FMI et la Banque mondiale, ont des effets directs sur les ressources et les potentialités des catégories populaires et moyennes : blocage (et dans certains cas baisse) des salaires, licenciements et limitation des recrutements dans la fonction publique, fin des programmes de construction de logements sociaux par les sociétés immobilières d'État (de nouveaux programmes ont repris en 1988 : ils sont engagés par les sociétés privées pour leurs salariés exclusivement), réduction du nombre d'admis dans le système éducatif officiel (et notamment dans les grandes écoles et l'université), réduction du nombre et du montant des bourses accordées dans l'enseignement secondaire et supérieur (2).

Pour éclaircir les conditions du passage à la pauvreté, il faut partir d'un tableau d'ensemble des catégories sociales dans la ville d'Abidjan. En effet, la question de l'appauvrissement est relative aux ressources des citoyens. Quelles sont les ressources (en quantité et en qualité : niveau de ressources et types de ressources) qui permettent d'éviter l'appauvrissement le plus radical ? Quels sont les seuils avant cet appauvrissement le plus radical ?

Les fractions dominantes de la société ivoirienne (grande bourgeoisie d'État, bourgeoisie libérale, bourgeoisie d'encadrement, bourgeoisie intellectuelle) sont hors de

cause : elles n'ont pas connu un effondrement de leurs situations.

Pour les fractions dominées de la société, les « petits », il y a lieu de tracer une frontière entre, d'une part, la petite bourgeoisie et d'autre part les fractions populaires.

— Au cours des années soixante-dix : on pouvait considérer comme appartenant à la petite bourgeoisie les personnes disposant d'un revenu stable (régulier), soit un salaire, soit des gains provenant d'une activité artisanale ou commerciale ; la régularité du revenu et son niveau étaient liés à la mise en œuvre, sur le marché du travail, d'une qualification, d'une compétence ayant exigé un temps d'apprentissage ou bien dans le système éducatif formalisé, ou bien au cours d'une certaine durée de pratique, en tout cas une qualification acquise.

— A la différence de ces catégories à revenu régulier, les individus des fractions démunies, qui réussissent cependant à se maintenir à Abidjan (ce qui ne va pas de soi), n'ont pas assimilé une compétence telle qu'ils puissent se fixer dans une activité rémunérée à un niveau régulièrement correct (le salaire minimum garanti, défini par l'administration, peut constituer la mesure de ce niveau pour un individu) : autrement dit, il peut s'agir d'actifs occasionnels (par exemple, des tâcherons liés à un patron-artisan du bâtiment, des aides-mécaniciens, etc.) mais aussi d'actifs à plein temps fragilisés par l'intensité de la concurrence et leur faible compétence. De ces fractions pauvres se distinguent les « dépendants » : il s'agit d'une population hétérogène

(2) Cf. Y.A. Fauré, « Ivory Coast : a Crisis and its Analysis, in » *Contemporary West African States*, B.J. Dunn, R. Rathbone and D.C. O'Brien (eds), Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

composée d'individus ne disposant d'aucune ressource propre et qui vivent, en ville, grâce aux soutiens des uns et des autres (soit parents, soit relations, soit voisins qui, à l'occasion, les nourrissent, les hébergent, leur donnent de petites sommes d'argent).

Entre 1978 et 1985, comment, à l'intérieur de ce schéma général des positions sociales, se maintiennent ou se perdent les situations, s'opèrent des reclassements (qui sont souvent des déclassements)? La pauvreté et la « dépendance » gardent-elles les mêmes contenus

en outre que, généralement, les épouses des salariés moyens se sont engagées (avant la crise) dans l'artisanat ou le petit commerce (couture, préparations alimentaires, ventes sur les marchés, etc.), non pas que leurs maris les aient aidées directement (c'est-à-dire en leur donnant de l'argent pour commencer) mais parce que le statut d'épouse de salarié leur assurait une stabilité, une crédibilité auprès de parents qui pouvaient les aider ou leur confier des aides familiales (nécessaires à toute activité féminine professionnelle) (3). Après 1980, les activités féminines dans nombre de

qui accroît des antagonismes de sexes déjà très virulents.

La catégorie des « dépendants » connaît un accroissement nouveau d'éléments jeunes. Il y a une pauvreté relative, sociologique, qui n'est pas la pauvreté radicale et qui est un phénomène propre aux générations de la crise : la rigueur accrue du système scolaire (effective pour toutes les catégories sociales qui ne disposent pas de revenus importants ou d'appuis sérieux dans l'appareil

frontière drastique entre pauvres et dépendants.

Le « pauvre » (selon cette définition) conserve une capacité (réduite) d'initiative : par exemple, envoyer femme et enfants au village quand il a perdu son travail et, si l'épouse l'accepte, continuer à louer un logement (souvent en association avec des co-locataires), se déplacer dans la ville (c'est-à-dire maintenir son réseau de contacts, d'informations), participer (difficilement) aux

